



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 4 MARS 1973 - 3^e Circonscription de la Gironde

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

ANDRÉ DEMARQ

ÉDITEUR

Membre :

du M.N.P.L., Président : J. SOUSTELLE

du M.J.L., Président : G. BIDAULT

du Centre Démocrate et Républicain, Président : M^e PALMIERI

présenté par le FRONT NATIONAL

Remplaçant éventuel :

Raymond CAUVIN

SURVEILLANT MÉDICAL



Électrices, Électeurs
Ensemble et dans l'ordre
préparons l'avenir de la FRANCE

Les Français doivent prendre conscience des périls qui les menacent dans l'ordre intellectuel, dans l'ordre économique et dans l'ordre politique.

La crise dont souffre la France est une crise morale qui met en cause l'ensemble des valeurs fondamentales de notre société. Sans doute, l'évolution du monde moderne trouble partout les esprits et perturbe les mœurs. Mais c'est le rôle des Pouvoirs publics de maîtriser cette évolution de façon à lui donner tous ses moyens novateurs et humanitaires en sauvegardant les principes qui nous ont menés jusqu'à nos jours et dont le mépris aboutirait inéluctablement à la décadence.

Les gouvernements issus de la majorité gaulliste ont failli à leurs devoirs en bafouant ces principes, en tolérant ou favorisant le désordre sous toutes ses formes, en imposant aux Français une politique incompatible avec leurs aspirations, leur passé, leurs traditions et leur mission humaine. Les gaullistes n'ont songé qu'à se maintenir en place par la tricherie et le mensonge, pratiquant l'escroquerie et l'abus de confiance aboutissant aux scandales.

La France est le pays qui détient le record mondial des ministres corrompus.

- Les scandales financiers et administratifs ne se comptent plus ;
- L'Education nationale est livrée à l'anarchie ;
- Les banques et groupes financiers règnent sur l'économie nationale.
- Le secteur économique est écrasé par une fiscalité arbitraire et démentielle, paralysé par les complications administratives et les visées technocratiques.
- La hausse continue du coût de la vie et l'inflation actuelles sont les conséquences inévitables d'un budget public écrasant caractérisé par l'étatisme, le dirigisme et le gaspillage.

— Au pouvoir depuis quinze ans, la majorité gaulliste porte l'entière responsabilité de la menace communiste qui pèse sur le pays. Ce sont ses erreurs, ses carences, ses abus et sa complicité qui en sont la cause.

Ce que nous vous proposons :

La République doit être le régime du droit à la liberté de pensée, d'expression orale ou écrite, elle doit permettre la coexistence de tous les courants d'opinion, elle doit être perfectionnée, non condamnée ou annexée. La majorité parlementaire doit être obtenue avec le concours de plusieurs tendances, non par la domination d'une seule, qui, présentement, est une forme de totalitarisme. Seul un scrutin proportionnel permettra aux diverses familles politiques de participer pleinement au contrôle de l'exécutif.

SOCIAL - ÉCONOMIQUE

De nos jours, l'évolution sociale est liée à l'essor économique. Il importe donc en priorité de réorganiser le secteur économique de façon à lui permettre de remplir sa mission : garantir l'emploi, des salaires et des retraites équitables, assurer l'évolution sociale, faire face aux besoins de la gestion nationale.

Il faut, pour ce faire, dégager le secteur économique de l'écrasement fiscal et de la tyrannie étatique, encourager l'entreprise privée source d'énergie et d'initiatives, abandonner les nationalisations déficitaires, limiter le nombre de fonctionnaires, neutraliser l'asphyxie bureaucratique, supprimer les dépenses de prestiges à fonds perdus. Il faut que l'Etat cesse de subventionner les entreprises capitalistes et ne se conduise plus en exploiteur démagogique.

Il faut qu'un dialogue permanent soit établi entre les représentants de la main-d'œuvre, ceux de la petite entreprise, ceux de l'industrie et ceux du commerce, afin que les problèmes socio-économiques soient traités dans un esprit d'équipe, par des gens compétents, non plus par des députés incompetents au service d'officines politiques.

EDUCATION NATIONALE

L'école doit cesser d'être uniquement un lieu d'instruction, elle doit être également un lieu d'éducation.

Elle est offerte à nos enfants par la Nation qui met à leur disposition des locaux, des professeurs, des subventions diverses et une législation. Il va de soi que ceux qui veulent s'instruire doivent accepter de respecter les règlements en vigueur ainsi que leurs professeurs.

Ceux qui, agités par des idéologies politiques, créent un climat de désordre, dégradant locaux et matériel, bafouant les professeurs, paralysant les cours, doivent être rayés des effectifs et renvoyés dans leurs foyers.

JEUNESSE

Il faut donner à la jeunesse une foi, un idéal, des droits, des devoirs et les moyens nécessaires lui permettant d'entrevoir un avenir ouvert sur les temps modernes.

JUSTICE

La répression conforme aux rigueurs de la loi des crimes de sang, du trafic de drogues, des attentats à la pudeur, des trafics de prévarications, doit être appliquée sans faiblesse.

DÉFENSE NATIONALE

— La modernisation de notre instrument de défense implique l'abandon de la conscription. La défense opérationnelle s'appuiera sur le principe du volontariat.

— La force atomique française constitue un élément de notre politique militaire. Il convient de parfaire son efficacité en coopération avec l'Angleterre, et de conclure un accord de défense atlantique avec les U.S.A., en vue d'une défense européenne.

EUROPE

Nos efforts porteront sur la réalisation d'une confédération européenne à laquelle la France s'associera à condition que soit sauvegardée sa spécification propre et au sein de laquelle les organismes intégrés assureraient la défense de la Confédération, sa représentation extérieure et les orientations de son développement économique.

- **Chassons les voleurs du Pouvoir,**
- **Barrons la route aux communistes.**

VOTEZ POUR :

- **la PAIX SOCIALE par l'essor économique, dans l'ordre et le respect de tous.**
- **un avenir français ouvert sur les temps modernes.**

Si vous me faites l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale, vous pourrez compter sur ma loyauté, ma foi et mon dévouement au service du bien commun.

Aidez-nous dès maintenant et votez tous Dimanche 4 Mars, dont les résultats auront une importance capitale à notre égard.

Merci de votre attention, et bonne chance à la FRANCE.

André DEMARÇQ